

FRANCÉS

Qui sont les alliés de Donald Trump dans sa guerre contre l'Iran?

El Ciudadano · 17 de enero de 2020



L'administration de **Donald Trump a déclaré la guerre à l'Iran dans le but d'accroître la tension au Moyen-Orient** et face à la menace latente de déclencher un conflit dans la région, qui pourrait entraîner une escalade dans le reste du monde.

Le Président des États-Unis, qui agit par ambition, soif de pouvoir et de domination, **a des alliés pour poursuivre sa politique d'agression** contre la nation perse qu'il cherche à faire plier.

Le 3 janvier dernier, le locataire de la Maison Blanche **a ordonné une frappe de drones dans la capitale de l'Irak pour assassiner le général iranien Qasem Soleimani**, commandant de la Force Qods des Corps de la Garde Révolutionnaire Islamique. L'attentat a ouvert la Boîte de Pandore d'une guerre possible entre Washington et Téhéran et a plongé le monde dans la peur et l'incertitude.

Trump a **justifié l'assassinat du leader persan en invoquant un « risque imminent » d'attaques** contre des diplomates et des fonctionnaires américains en Irak et dans toute la région.



Cependant, les **démocrates et certains républicains au Congrès ont contesté les arguments du Mandataire** et soutiennent qu'ils n'ont pas reçu de rapports adéquats et détaillés.

Il y a même des contradictions au sein du gouvernement. D'un côté, Trump a assuré que l'Iran était sur le point d'attaquer quatre ambassades américaines avant que Soleimani ne soit tué. D'autre part, **le secrétaire à la Défense, Mike Esper, a déclaré qu'il n'avait aucune preuve spécifique** que la nation islamique planifiait une attaque.

Histoire de la tension

Trump n'a pas été secoué par le poulx pour ordonner l'attaque et augmenter la tension et cette sorte de **«guerre froide» qui existe depuis des décennies entre les États-Unis et l'Iran.**

En 1953, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont orchestré un coup d'État contre le Premier ministre iranien, laïc et démocratique, Mohammad Mosaddegh, qui cherchait à nationaliser l'industrie pétrolière.

Au cours des 26 années suivantes, **l'Iran s'est attaché aux intérêts de la Maison Blanche**, pendant la monarchie de Sha Mohamed Reza Pahlevi.

Cependant, **avec le triomphe de la révolution islamique, Téhéran a retrouvé son droit à l'autodétermination, ce que Washington** n'a jamais pardonné.

À tel point que, **pendant la guerre entre l'Irak et l'Iran (1980-1988), Washington a soutenu Saddam Hussein**, qui a déclaré plus tard la guerre sous prétexte que l'Irak avait des armes chimiques.

Depuis lors, les administrations nord-américaines successives ont imposé une liste de sanctions économiques et commerciales contre l'Iran, en particulier contre son pétrole, **jusqu'en 2015, Barack Obama a parrainé un accord nucléaire entre les deux pays** et signé avec la Russie, la Chine, le Royaume-Uni, France et Allemagne Ce pacte offrait la réduction des sanctions en échange de la limitation par la nation perse de son programme nucléaire.

Mais, en 2018, Donald Trump s'est retiré unilatéralement de ce traité et a décidé de réactiver les sanctions contre Téhéran, même s'il en respectait les termes et réduisait effectivement son programme nucléaire.

D'un autre côté, le rapprochement entre l'Irak et l'Iran, en particulier après les conseils militaires de Téhéran à l'armée irakienne et aux unités de mobilisation populaire (Al-Hashad Al-Shabi) face à l'État islamique ou Daesh, a mis Washington en colère.



Le soutien de Trump contre l'Iran

La décision du président d'intensifier des décennies de conflit latent avec l'Iran par **le meurtre de Soleimani a déclenché des alarmes internationales** et aligné des pièces d'échecs pour une éventuelle bataille.

Le Moyen-Orient est un domaine stratégique qui, en raison de son immense richesse énergétique, constitue une carte géopolitique des alliances, des inimitiés et des trahisons. Ainsi, dans l'ombre d'une éventuelle guerre contre l'Iran, la question se pose : **Quel soutien Trump peut-il avoir?**

Arabie Saoudite

Lors de la rencontre entre le roi Abdelaziz Bin Saud et le président américain Franklin D. Roosevelt **en 1940**, les deux ont scellé un **pacte qui garantissait la protection militaire américaine du Royaume Saoudien** en échange d'un accès privilégié au pétrole.

Depuis lors, **la nation arabe est le principal allié des États-Unis au Moyen-Orient**, fournissant une coopération militaire, comme dans le cas de la guerre du Golfe, enregistrée au début des années 1990.

Les médias officiels de l'Arabie Saoudite **ont célébré la mort de Soleimani**, en raison de la rivalité existante avec l'Iran.

Bien que Riyad et Téhéran soient des théocraties islamiques, elles appartiennent à deux ramifications différentes de l'islam : la première est principalement chiite, tandis que la seconde est majoritairement sunnite.

De plus, les deux pays sont de grands exportateurs de pétrole, ce qui les place dans un rôle prépondérant et compétitif dans la région.

En septembre 2019, le prince héritier, **Mohamed Bin Salman, a déclaré que si l'Iran développait une arme nucléaire, il ferait de même** et agirait rapidement.

Pour l'instant, Trump lui-même a déclaré à Fox News que le déploiement supplémentaire de troupes américaines au Moyen-Orient ces derniers jours serait financé par Riyad, qui, selon les mots du président, aurait déjà déposé **1 milliard de dollars** à cet effet.

Israël

La mort de Soleimani a été célébrée en Israël avec jubilation. Le Premier Ministre Benjamin Netanyahu a déclaré que Trump « mérite une appréciation totale pour avoir agi avec détermination, de manière forte et rapide ».

Allié à la Maison Blanche, **Israël est l'un des principaux défenseurs de l'escalade contre l'Iran**, soutenant la guerre économique menée par Trump dans le but de battre Téhéran.

Netanyahu a applaudi le républicain pour avoir abandonné l'accord nucléaire de l'Iran et resserré sa position sur la République islamique, et a menacé d'utiliser des armes nucléaires contre la nation perse en cas de conflit.

Il a également averti l'Iran qu'en cas d'attaque contre Israël, en réponse à la mort de Soleimani, une réponse israélienne dévastatrice serait déclenchée.

«Israël se tiendra ferme devant ses ennemis. Ferme et solide. **Quiconque essaie de nous attaquer subira un coup dévastateur** », a déclaré Netanyahu.

L'alignement du Premier ministre israélien sur les desseins de Trump n'est pas gratuit, car il répond au fait que **Netanyahu n'a pas réussi à former un gouvernement** malgré le soutien reçu par le président américain, ce qui n'était probablement pas du goût du locataire de la Maison Blanche.

Jordanie

Le voisin d'Israël **entretient également une relation d'intérêts mutuels** qui l'oblige à rester fidèle aux États-Unis. Selon le Département d'État, **«les États-Unis sont le principal fournisseur d'aide bilatérale de la Jordanie**, car ils ont fourni plus de 1,7 milliard de dollars en 2017, dont 1,3 milliard d'aide étrangère bilatérale et plus de 200 millions en soutien du ministère de la Défense ».

De plus, **la présence de troupes américaines dans ce pays s'est accrue** grâce à l'évolution de l'Opération Résolution Inhérente contre l'État islamique, qui est née en 2014 pour combattre ce groupe en envoyant des soldats à la base aérienne de Muwaffaq Sali et accueille quelque 3000 soldats américains.

Émirats Arabes Unis

Avec l'Arabie saoudite, **les Émirats Arabes Unis (EAU) sont l'un des principaux alliés de Washington** au Moyen-Orient, collaborant à des actions liées à la prétendue « lutte contre le terrorisme ».

Lorsque Trump s'est retiré de l'accord sur le nucléaire, le gouvernement émirati a déclaré que Washington prenait les « mesures nécessaires pour remédier au mauvais comportement de l'Iran », en particulier le développement du programme de missiles balistiques.

Il a également **salué la décision du président américain d'imposer des sanctions** contre les Corps des Gardiens de la Révolution Islamique d'Iran.

En outre, l'ancien secrétaire à la Défense, James Mattis, a décrit les Forces Armées des Émirats Arabes unis comme celles d'un « petit Sparte » et a noté que **c'est le pays où les États-Unis ont le plus de navires maritimes en dehors de leur territoire**.

Après le meurtre de Soleimani, les Gardiens de la Révolution Islamique d'Iran ont averti que s'il y avait plus d'attaques sur le sol persan, cela indiquerait les villes de Dubaï, aux Émirats arabes unis et de Haïfa, en Israël.

« Nous avertissons tous les alliés américains qui ont donné leurs bases à leur armée terroriste que tout territoire qui est le point de départ d'agressions contre l'Iran sera attaqué », a déclaré le CGRI.

Koweït

Après la guerre du Golfe en 1991, Washington a signé un accord militaire avec le Koweït, un pays qui s'est imposé comme **l'un des centres les plus importants du Pentagone au Moyen-Orient**. On estime que le Koweït accueille quelque 13 000 soldats américains.

Cependant, jusqu'à présent, **il n'a pas rompu ses relations formelles avec l'Iran** et est resté à l'écart de la controverse, comme le rapporte France 24.

Soutenez-vous en Europe?

Le soutien de Trump dans sa bataille contre l'Iran transcende les frontières du Moyen-Orient, de sorte que le conflit pourrait dégénérer en une dimension mondiale.

Le secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, Jens Stoltenberg, a déclaré que **tous les membres de l'OTAN sont avec les États-Unis** au Moyen-Orient, après l'attaque qui a tué le commandant iranien Qassem Soleimani.

Cependant, il a appelé à une diminution des tensions, faisant écho aux déclarations de certains dirigeants européens.

«Lors de notre rencontre, **les alliés ont appelé à la modération et à la détente**. Un nouveau conflit ne profiterait à personne », a déclaré Stoltenberg aux journalistes après la réunion extraordinaire des ambassadeurs de l'OTAN.

Ces paroles n'ont pas plu au président américain, qui **a demandé à l'OTAN de s'impliquer davantage dans les problèmes du Moyen-Orient**. «Je pense que la taille de l'OTAN doit être augmentée. À l'heure actuelle, le fardeau est sur nous, et ce n'est pas juste », a déclaré Trump.

Trump attend du Premier Ministre britannique Boris Johnson le même soutien que les États-Unis ont reçu du Royaume-Uni dans ses précédents conflits de guerre.

Bien que le Premier Ministre ait initialement déclaré qu'il ne regrettait pas le meurtre de Soleimani, il a ensuite signé une déclaration conjointe avec la chancelière allemande Angela Merkel et le président français Emmanuel Macron **appelant toutes les parties à exercer une responsabilité maximale**.

Cette attitude chaleureuse dérangeait Washington. Le secrétaire d'État, **Mike Pompeo, a critiqué l'Union européenne (UE) pour « ne pas avoir soutenu tout ce qu'ils pouvaient »** après le meurtre de Soleimani, mettant les Britanniques dans le même paquet que les Français et les Allemands.



En "fase crítica" negociaciones sobre programa nuclear iraní

Sanctions nucléaires

Après le meurtre de Soleimani, **l'Iran a annoncé le 5 janvier qu'il ne respecterait plus les limites fixées** sur le nombre de centrifugeuses qu'il peut utiliser pour enrichir l'uranium, tout en soulignant qu'il continuerait de coopérer avec l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA).

Compte tenu de cette décision, **le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne** ont engagé un processus prévu dans le pacte qui ouvre la voie à d'éventuelles sanctions.

Josep Borrell, chef de la politique étrangère de l'Union européenne, a déclaré que les dirigeants des trois pays **ont déclaré dans un communiqué qu'ils avaient été « sans autre choix, compte tenu des actions de l'Iran**, pour enregistrer aujourd'hui notre préoccupation que l'Iran ne respecte pas ses engagements ».

Cependant, ils ont fait valoir qu'avec cette décision « ils ne participent pas à la campagne qui tend à exercer une pression maximale contre l'Iran », ce qui implique qu'ils ne voulaient pas adhérer à la politique de sanctions américaine.

Dans un communiqué, le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas a déclaré que les trois pays « ne pouvaient plus laisser sans réponse les violations iraniennes croissantes de l'accord sur le nucléaire ».

« Notre objectif est clair : **nous voulons maintenir l'accord et parvenir à une solution diplomatique** dans le cadre de l'accord », a-t-il ajouté. « Nous aborderons cette question avec tous les partenaires de l'accord. Nous demandons à l'Iran de participer de manière constructive au processus de négociation qui commence. »

Pour sa part, **le Premier Ministre britannique a proposé de travailler à un nouvel accord à négocier avec Donald Trump** et à remplacer le traité international signé entre l'Iran et les grandes puissances.

« Si nous voulons nous en passer, **nous devons le remplacer** », a-t-il déclaré lors d'une interview à la télévision publique de la BBC.

« Du point de vue américain, l'accord actuel est » défectueux, en plus d'être négocié par le président (Barack) Obama », a déclaré Johnson. Par conséquent, il a proposé : « remplacez-le par l'accord Trump ».

« C'est ce dont nous avons besoin. Je pense que ce serait une excellente façon d'avancer ... Le président **Trump est un excellent négociateur** », a-t-il déclaré.

L'action des nations européennes montre que **Trump peut ne pas obtenir (pour le moment) de soutien militaire pour attaquer l'Iran**, mais il a le soutien d'appliquer plus de sanctions pour sauver l'économie perse et générer plus de tension au Moyen-Orient.

Il ne s'est jamais excusé! La fois où les États-Unis ont abattu un avion de ligne iranien et tué 290 personnes

Porto Rico subit le pire tremblement de terre depuis 100 ans, même dans l'ombre de l'ouragan Maria

Fuente: El Ciudadano